

DÉPENSES PUBLIQUES

Où va l'argent ?

Face à la guerre, l'Etat lance un nouveau plan qui va encore grever nos comptes. Justice, santé, défense, école... Enquête sur une manne publique aux résultats décevants.

L'argent « magique » est de retour. Après les mesures d'urgence liées au Covid, le plan de relance, le plan France 2030, l'exécutif ressort le chéquier. Il devait dégainer, ces prochains jours, son « plan de résilience » pour limiter l'impact économique de la guerre en Ukraine. Et la facture s'annonce salée, une fois de plus. Déjà, le bouclier tarifaire visant à contenir les prix du gaz devrait coûter, à lui seul, 9 milliards d'euros de plus que prévu. Matignon a aussi annoncé un coup de pouce sur les prix à la pompe, pour au moins 2 milliards. Des aides sectorielles devraient suivre, aux pêcheurs, voire aux transporteurs routiers, qui tirent la langue. Un recours au chômage partiel est même évoqué. Les caisses de l'Etat seraient-elles inépuisables ? Bercy assure pourtant qu'il n'est pas question de revenir au « quoi qu'il en coûte ». En même temps, les rivaux d'Emmanuel

Macron multiplient les promesses en faveur du pouvoir d'achat. C'est l'un des paradoxes de cette élection présidentielle : les finances publiques n'ont jamais été si peu présentes dans le débat politique, et pourtant le niveau de dépenses n'a jamais été aussi élevé.

Choc des urgences

Seule Valérie Pécresse a tenté une percée sur le sujet en promettant des coupes claires dans l'administration et en accusant Emmanuel Macron d'avoir « *cramé la caisse* ». Une attaque un poil exagérée. Avant le début de l'épidémie, le chef de l'Etat s'était tout de même employé à réduire le poids des dépenses, de l'ordre d'1,3 point de PIB par rapport à la fin du quinquennat Hollande. « *Elles ont été plutôt bien tenues les deux premières années, y compris durant la crise des "gilets jaunes"* », estime l'expert François Ecalte, à la tête du site Fipeco. Puis le Covid est arrivé, et le « quoi qu'il en coûte » a fait exploser leur poids au-delà des 60% du PIB. Avec la fin des mesures d'ur- ▶▶▶

SOMMAIRE

- Rencontre avec Pierre Moscovici page 22
- La santé page 24
- L'école page 26
- La justice page 28
- L'armée page 30
- Les propositions des candidats page 32
- L'édito d'André Comte-Sponville page 34

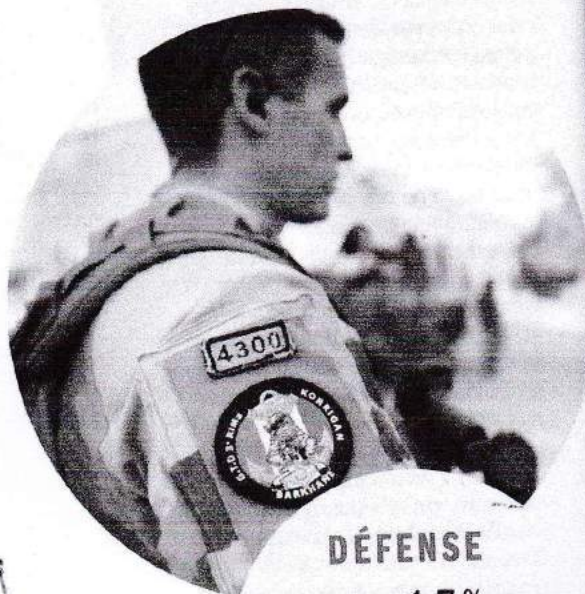


RETRAITES

EN FRANCE 14,6% du PIB

DANS LA ZONE EURO 12,4% du PIB

SURCÔT POUR LA FRANCE 53 milliards d'euros



DÉFENSE

EN FRANCE 1,7% du PIB

DANS LA ZONE EURO 1,2% du PIB

SURCÔT POUR LA FRANCE 12 milliards d'euros

jets de réforme de l'Etat se sont soldés par des échecs. A demi-mot, Moscovici l'admet : « *Jusqu' alors, les réformes structurelles générant des économies durables ont été peu présentes.* » C'est d'ailleurs ce qui explique le surplus de dépenses publiques par rapport à nos voisins, malgré des résultats médiocres, comme dans l'enseignement (*lire page 26*) ou le logement.

Moderniser la Cour

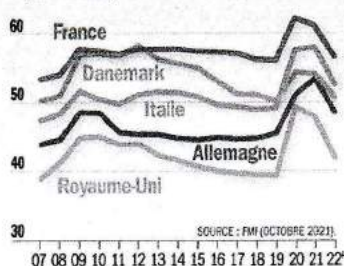
Alors pour insuffler un peu de rigueur, il multiplie les initiatives dans une institution où il craignait de s'ennuyer, comme il nous le confiait, quelques semaines avant sa nomination. Le 9 mars, il a lancé une plateforme permettant aux citoyens de saisir la Cour des comptes, qui réalisera des contrôles à partir de ces alertes. « *Pour éviter la délation et la démagogie, il y aura un filtre* », prévient-il. Moscovici veut aussi secouer son institution, vieille dame née en 1807. Il promet de la rendre plus réactive en multipliant les notes « flash », plus transparente en publiant trois fois plus de rapports qu'il y a deux ans, et moins comptable grâce à des évaluations de politiques publiques « *à 360 degrés* », comme la récente charge sur la gestion du RSA. « *Cette maison doit devenir plus rapide et plus citoyenne*, promet-il, rappelant qu'elle n'a pas été transformée depuis une vingtaine d'années. *Elle est très respectée par les Français et très écoutée des pouvoirs publics* ».

S'il a rapidement enfilé sa robe d'hermine de contrôleur des comptes publics, le social-démocrate Moscovici, qui avait dirigé la campagne de Hollande en 2012, n'oublie pas la politique. Malgré son devoir de réserve, il s'autorise quelques piques dans la campagne. Sur son compte Twitter, il a dénoncé l'attaque d'Eric Zemmour contre « *les socialistes qui dirigent le pays* », qui le visait, ainsi que Laurent Fabius au Conseil constitutionnel. Et il a félicité les socialistes portugais pour leur victoire électorale, saluant « *la gauche réaliste* ». Message subliminal du nouveau gardien du temple budgétaire à son camp de la gauche modérée, en déroute dans les sondages et en panne de crédibilité.

Thierry Fabre

Au sommet de la largesse en Europe

► Evolution des dépenses publiques (en % du PIB)



Si les retraites expliquent en grande partie l'écart avec la zone euro, la France dépense plus que ses voisins dans presque tous les secteurs.

►►► gence, le FMI prévoit qu'elles reflueront en 2022, mais à un niveau plus élevé qu'avant la crise sanitaire, autour de 56%.

La France va donc conserver – et de loin – son titre de championne d'Europe (*voir graphique ci-dessus*), presque 7 points au-dessus de la moyenne de la zone euro. Dans tous les domaines, l'Hexagone dépense plus que ses voisins. A trois exceptions près, selon Fipeco : la justice, sous-dotée historiquement (*lire page 28*), la charge de la dette, grâce à la bonne signature française sur les marchés financiers, et les services généraux, qui regroupent les fonctions support de l'Etat et des administrations locales, la direction générale des Finances publiques ou encore le ministère des Affaires étrangères. « *Contrairement aux clichés véhiculés par certains candidats, les frais de fonctionnement de la maison France ont significativement baissé depuis les années 2000 et sont plutôt bien tenus, dans la moyenne européenne* », précise François Ecalte.

A l'inverse, ce sont les retraites qui expliquent la plus grosse partie de l'écart entre la France et le reste de la zone euro, à hauteur de 53 milliards. Certes, environ la moitié de cet écart est liée aux régimes complémentaires par répartition, inclus dans les dépenses publiques françaises, alors que d'autres pays ont des systèmes privés par capitalisation. Mais le reste provient bien d'un âge de départ plus précoce et de pensions plus généreuses. « *Ce sys-*

tème n'est pas finançable à terme. La France n'échappera pas à une réforme », prévient Pierre Moscovici, le premier président de la Cour des comptes (*lire ci-contre*), qui pointe aussi plusieurs domaines où les performances ne sont clairement pas à la hauteur des moyens engagés. A commencer par l'éducation (*lire page 26*), avec des « *dépenses très supérieures à la moyenne de l'OCDE, alors que les résultats se sont dégradés* ».

La politique du logement est également épinglée. Les nombreuses aides distribuées aux ménages et aux promoteurs ont tendance à accentuer la hausse des prix sans aider à combler le manque de biens. « *Nous dépensons beaucoup plus que les autres pays européens, avec plus de logements sociaux, et pourtant il est plus difficile de trouver un logement, notamment du fait d'une faible rotation au sein du parc social* », déplore ainsi le patron de la Cour, qui appelait dans une note d'octobre 2021 à recentrer la politique sur les ménages les plus défavorisés. Autre domaine où la France se montre très dépensière : les aides aux entreprises et aux ménages employeurs, qui représentaient environ 3,1% du PIB en 2019 (hors crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), contre 2,4% dans la zone euro. Un véritable maquis de dispositifs dont il est peu aisé de mesurer l'efficacité.

Consensus militaire

Enfin, l'Hexagone fait bien plus d'efforts en matière de défense (*lire page 30*). Un choix politique fort qui n'appelle pas de critique de la Cour des comptes, cette fois, et qui fait consensus politiquement. La loi de programmation militaire prévoit d'ores et déjà de porter le budget annuel de l'armée de 41 à 50 milliards d'euros par an en 2025. Et Emmanuel Macron compte intensifier cet effort s'il est réélu, tout comme Valérie Pécresse, Marine Le Pen ou Eric Zemmour (*lire page 32*). Une surenchère budgétaire sur fond de guerre en Ukraine bien évidemment. Dans ce domaine, une fois n'est pas coutume, ce sont les autres pays européens, l'Allemagne en tête, qui vont dépenser plus.

David Bensoussan